

Convention collective départementale

IDCC : 2266. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES
ÉLECTRIQUES CONNEXES ET SIMILAIRES
DE LA MAYENNE
(11 janvier 1993)**

(Bulletin officiel n° 2002/6 bis)

*(Etendue par arrêté du 14 juin 2004,
Journal officiel du 23 juin 2004)*

ANNEXE « SALAIRES » N° A.2-7 DU 12 JUIN 2006

NOR : *ASET0650894M*

IDCC : 2266

Entre :

L'union des industries et métiers de la métallurgie Mayenne,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFE-CGC ;

La CFTC,

D'autre part,

il est convenu ce qui suit, en annexe aux dispositions de l'article 14 de l'avenant « A » de la convention collective de la métallurgie de la Mayenne.

Article 1^{er}

Rémunérations minimales hiérarchiques

A compter du 1^{er} juillet 2006, pour l'application de la convention collective, le barème des rémunérations minimales hiérarchiques du personnel OATAM des industries métallurgiques de la Mayenne, servant de base de calcul à la prime d'ancienneté (art. A-16), et aux indemnités de panier et de casse-croûte (A-20), sera sur la base d'une valeur de point fixée à 4,20 €, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Article 2

Rémunération minimale annuelle garantie

Les garanties annuelles de rémunération effective, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures telles que définies à l'article A. 14 de l'avenant « A » de la convention collective de la Mayenne sont fixées, à compter de l'année 2006, selon le barème suivant :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION
I	1	140	14 710
	2	145	14 740
	3	155	14 800
II	1	170	14 820
	2	180	14 840
	3	190	14 870
III	1	215	14 900
	2	225	15 036
	3	240	15 690
IV	1	255	16 470
	2	270	17 168
	3	285	17 695
V	1	305	18 833
	2	335	20 770
	3	365	23 243
	4	395	25 356

Article 3

Publicité de l'accord

Le présent avenant est établi en vertu des articles L. 132-1 et suivants du code du travail.

Il est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par l'article L. 132-10 du code du travail.

Fait à Laval, le 12 juin 2006.

(Suivent les signatures.)